

Coordination de la décontamination

Robert Bettley-Smith, directeur du Government Decontamination Service du Royaume-Uni, s'entretient avec Gwyn Winfield au sujet de la nouvelle force derrière la décontamination au R.-U.

Robert Bettley-Smith s'excuse de ne pas sembler plus enthousiaste : « Mon travail est très stimulant; ce que nous avons accompli avec le Government Decontamination Service (GDS) est phénoménal. » Il s'inquiète également de ce que ses réponses aux questions ne réussissent pas à traduire tout l'enthousiasme qu'il ressent. Ce serait plutôt son manque d'enthousiasme qui serait surprenant, vu l'emballement qu'a suscité le GDS parmi les experts du domaine CBRN partout dans le monde, particulièrement dans l'industrie. Il s'agit de la première tentative d'instaurer une certaine forme de cohésion dans une industrie autrement nébuleuse, tentative qui aura pour effet de chasser les charlatans hors du temple CBRN et de ne laisser en place que les professionnels.

Il est important de définir exactement en quoi consiste le GDS. Il ne s'agit pas d'une force de décontamination, comme celle des Norvégiens, ni d'un organisme d'approvisionnement du gouvernement de Sa Majesté pour les interventions CBRN. En janvier 2005, le gouvernement a annoncé que le Service aurait trois rôles : il « fournira des conseils et des orientations aux autorités compétentes durant leur planification d'urgence en cas d'événement CBRN », il « évaluera de façon rigoureuse la capacité des entreprises du secteur privé de mener des opérations de décontamination et veillera à ce que les autorités compétentes aient accès à ces services en cas de besoin » et il « conseillera le gouvernement central relativement à la capacité nationale de décontamination des bâtiments et de l'environnement » (DEFRA). Le

premier et le troisième rôles, bien qu'importants, n'ont rien d'exceptionnel. Ils font converger en un seul lieu l'expertise qui existe déjà au sein du gouvernement et dans le milieu universitaire, ce qui constitue un principe logique, mais n'ayant rien de révolutionnaire. C'est le deuxième rôle qui permet au GDS de se démarquer : évaluer la capacité du secteur privé et faciliter la participation de ce dernier, en cas de besoin. Robert Bettley-Smith donne plus de détails : « Nous n'effectuons pas de décontamination de masse ni de décontamination de personnes individuelles ou d'animaux. Nous décontaminons les bâtiments et les espaces ouverts. Cependant, des travaux de R et D sont menés, et nous y collaborons. Nous avons examiné les différentes approches à adopter pour le GDS et avons conclu que le meilleur scénario consistait à mettre sur pied un groupe central de 26 personnes qui auront une capacité opérationnelle et qui pourront donner des conseils de nature scientifique et établir des liens avec les intervenants. Cela signifie que le travail de décontamination – le service – sera exécuté par des entrepreneurs qui s'insèrent dans un cadre établi.

« Lorsque nous avons procédé aux études, nous avons examiné tous les modèles : une organisation virtuelle dans laquelle les personnes effectuent leur travail quotidien et reconfigurent leur horaire en cas d'urgence, ou une force complète, comme l'Incident Response Regiment d'Australie. Nous avons déterminé que l'idéal était la mise sur pied d'un groupe central. L'adoption de ce modèle a déjà donné des résultats : nous avons pu informer les ministres que la Maritime and Coastguard Agency dispose d'une force similaire au GDS depuis 19 ans! »

Établissement de relations

Le GDS a été constitué en octobre 2005 à titre d'organisme exécutif du DEFRA (Department for Environment, Food and Rural Affairs), comme l'avait annoncé le Parlement en juillet. Depuis, il est particulièrement occupé. Afin de remplacer le personnel détaché, on y recrute actuellement du personnel permanent qui travaillera dans le nouveau bureau de Stafford, et on disposera en novembre du premier cadre d'entrepreneurs, pour lequel le travail préparatoire a récemment été effectué. « Nous avons demandé les pré-qualifications et lancé un appel d'offres en août de cette année, puis avons procédé à une série d'entrevues et de présentations devant un groupe d'évaluation (Defense Science and Technology Laboratory, Health Protection Agency, garde côtière, etc.). Depuis, nous travaillons à restreindre la liste. Nous comprenons qu'il s'agit d'un domaine en plein développement et apprécions le degré de maturité du marché. Cela dit, nous avons clairement fait savoir que nous souhaitons établir des relations à moyen et à long terme, c'est-à-dire pour plusieurs années. Nous procéderons à un nouvel appel d'offres l'an prochain pour ceux qui n'ont pas encore la capacité souhaitée. Cependant, nous ne pouvons pas procéder continuellement ainsi. Nous en avons terminé pour l'instant, mais nous envisageons de répéter le processus d'appel d'offres l'an prochain, bien que cela ne soit pas sûr à 100 pour cent, étant donné qu'il faudra tenir compte de la situation. »

Le GDS n'est pas un super organisme d'approvisionnement; il n'achète rien. On pourrait le comparer à un catalogue dans lequel les autorités locales choisiront le fournisseur de services qui leur convient. Tous les

Les lettres contaminées par le bacille du charbon ont permis de tirer de très bonnes leçons en ce qui concerne la décontamination. ©CBIRF

aspects de ces services seront abordés, y compris les personnes qui doivent les utiliser. « Nous avons décidé de façon stratégique que nous voulions des services complets : personnes, solutions, plates-formes, etc., affirme Robert Bettley-Smith, ce qui ne veut pas dire que les entreprises qui n'offrent, par exemple, que des plates-formes ne peuvent pas participer. Elles peuvent le faire en formant des consortiums, ce que nous encourageons. Dans l'avenir, il est possible que nous incitions les entreprises à présenter des soumissions pour des composants individuels, mais pas cette fois-ci.

« Il y aura un catalogue qui énumérera tous les services disponibles, mais le GDS n'insistera pas pour que les autorités locales aient recours à un entrepreneur en particulier; nous ne ferons qu'offrir des recommandations. Nous présenterons une liste d'entrepreneurs qui s'insèrent dans notre cadre et qui, selon nous, sont en mesure de remplir leurs promesses. Nous pourrions éventuellement (dans cinq ans environ) établir une certaine forme d'accréditation. »

Fait étrange pour des militaires, chez qui les règles dictent tout, très peu de normes ont été adoptées concernant les interventions CBRN, ce qui a eu des répercussions parmi les civils. Des entreprises sérieuses ont réclamé davantage de normes, de façon à savoir exactement ce qu'on attend d'elles et de se sentir plus à l'aise. Le GDS pourrait bien essayer de combler ces attentes, mais M. Bettley-Smith est d'avis que le marché doit se développer avant que des normes puissent être établies : « Le domaine n'est pas assez développé pour qu'on envisage un processus d'accréditation ferme. Nous avons demandé à des spécialistes du commerce et du milieu scientifique d'évaluer si les entrepreneurs qui ont présenté des soumissions respectaient notre cadre, mais celui-ci ne constitue pas véritablement un ensemble de normes. Ces entreprises sont déjà soumises à certaines normes sous-

jectives (santé et sécurité, normes relatives aux produits) qu'elles se doivent de respecter. Nous avons notamment pris en compte la fiabilité et la solidité financière des entreprises qui ont soumissionné et avons évalué leur capacité de livrer la marchandise. Cela peut sembler peu, mais il s'agit d'une grande amélioration par rapport à notre situation antérieure! »

Par ailleurs, la capacité d'intervention sera probablement beaucoup plus grande que celle que les autorités locales auraient pu espérer atteindre par elles-mêmes. Robert Bettley-Smith admet qu'il est difficile de fournir un modèle de scénario « typique » pour le GDS. « Cela dépend de l'événement et de son ampleur. Le raisonnement qui sous-tend le GDS est que nous sommes une ressource nationale qui peut être utilisée lorsque les ressources locales sont dépassées. Au Royaume-Uni, la capacité locale est très bonne et s'intègre à la capacité régionale. Cependant, c'est lorsque les autorités locales sont débordées et ne peuvent plus gérer la situation adéquatement que nous intervenons. L'image que j'aime utiliser est la suivante : si chaque autorité locale disposait d'une roue de brouette, la somme de ces roues ne serait pas une roue de tracteur; nous sommes l'équivalent d'une roue de tracteur. Nous bénéficions d'économies d'échelle et avons des relations avec les entrepreneurs, de sorte qu'avant même qu'un événement ne se produise, nous connaissons déjà les capacités autres que l'aide à la décontamination. L'idée est d'accroître cette aide et de la rendre accessible. Nous pouvons fournir une certaine quantité d'information aux autorités locales, mais notre point d'entrée se situe pour le moment au niveau régional. Nous prenons donc contact avec les Regional Resilience Forums pour qu'ils soient au courant de ce que nous faisons. En ce qui concerne notre mode d'opération en pratique, deux situations peuvent survenir : les autorités locales sont débordées et demandent de l'aide, ou on détermine, à l'échelle nationale, que les autorités locales ont besoin d'aide. Étant donné

que les gestionnaires sont compétents, il est probable que les deux messages arriveront au même moment. »

La décontamination sur le marché civil fait ressortir certains problèmes auxquels les militaires tentent de trouver des solutions depuis un certain temps : le degré de décontamination acceptable, la quatrième étape de décontamination, la décontamination en présence de matières radiologiques, etc. Les militaires ont adopté différents modèles concernant la quatrième étape de décontamination, allant de l'incinération à la décontamination en passant par... on verra bien. En ce qui concerne les directives claires aux autorités civiles, cette situation n'apporte rien de bien utile, mais est liée au fait que le but des militaires est de faire la guerre et que la contamination les en empêche; celle-ci ne constitue donc pas un problème en soi. Pour les autorités locales, le problème est tout autre. Elles doivent s'assurer que lorsqu'il joue dans le parc, le « petit Mathieu » ne devient pas infecté par le bacille du charbon parce que le terrain n'a pas été correctement décontaminé. Robert Bettley-Smith mentionne que le GDS n'a pas pour but d'appliquer la doctrine militaire. « Je ne peux pas faire de commentaires sur les normes militaires et l'approche des militaires étant donné qu'elles ne me concernent pas. Même si on peut tirer profit des expériences militaires dans des situations civiles, on ne peut pas dire que les normes militaires s'arrêtent à X et que les normes civiles vont jusqu'à Y; ça ne fonctionne pas comme ça. Les objectifs à atteindre sont différents.

« Vous avez parlé du degré de décontamination acceptable. L'expérience dans ce domaine s'est accrue et les choses se précisent. Le charbon est endémique dans certaines régions du monde, mais le charbon dans les bâtiments (comme ce qui s'est passé en octobre 2001 aux États-Unis) est un nouveau problème. Aux États-Unis, la norme qu'on s'est fixée pour la décontamination est qu'il ne devait rester aucune spore viable. Il s'agissait donc de la définition d'une décontamination acceptable pour le

charbon. Par conséquent, si un événement se produisait dans une région où le charbon est endémique, cette norme correspondrait à une contamination inférieure à ce qu'elle était avant l'événement! Tout comme dans l'ensemble du domaine, des travaux sont effectués et les connaissances augmentent de jour en jour. Bien que ce domaine de travail soit nouveau, on peut définir facilement certaines normes et approches à intégrer dans le protocole. »

Le cœur du GDS

Les incidents liés au charbon aux États-Unis ne constituent toutefois pas le meilleur test, étant donné que les interventions ont été incroyablement coûteuses, tant sur le plan monétaire que sur celui des ressources humaines, et qu'aucune autorité locale ne pourrait se les permettre. M. Bettley-Smith n'est pas d'accord et affirme que ces incidents ont permis de tirer de très bonnes leçons. « Ce type d'événement illustre parfaitement la raison d'être du GDS : établir des liens avec ce qui s'est déjà fait et décider nous-mêmes de la meilleure voie à suivre. Il n'y a qu'une partie de l'information qui est d'ordre public, mais différents traitements ont été essayés au début; on parle d'environ 150 approches différentes. Il y a eu de la R et D, puis des essais à l'échelle d'un bâtiment, puis le travail en tant que tel. L'exercice a permis de tirer de nombreuses leçons. Certains mythes corporatifs et rapports erronés se sont accumulés et ont parfois eu des répercussions. Par exemple, on a décidé, après l'incident, qu'un centre postal contaminé devait être reconfiguré pour des raisons opérationnelles futures et on en a retiré toutes les machines de tri. L'interprétation a été la suivante : pour décontaminer un centre postal, il faut en retirer toutes les machines, ce qui n'est pas nécessairement le cas. Au Royaume-Uni, j'ai assisté à des démonstrations, dans des installations pharmaceutiques, au cours desquelles on utilisait des vapeurs de peroxyde

d'hydrogène et on laissait en place toute la ligne de production, y compris l'acier inoxydable, les relais et tout le reste. Les panneaux étaient relevés pour laisser passer le gaz, et je ne dispose d'aucune information laissant croire que ce client n'était pas satisfait des travaux accomplis. Si on examine l'information ayant fait suite à l'incident lié au charbon sans questionner les chiffres, on peut tirer des conclusions horribles. Cependant, lorsqu'on analyse les chiffres et qu'on s'appuie sur les leçons tirées, la situation devient possible à gérer, et elle l'était. Il a fallu beaucoup d'argent et de ressources, mais la situation a été gérée, et, grâce à cette expérience, nous disposons maintenant de plus d'information qui nous permettra d'être encore plus efficaces à l'avenir. »

Quels que soient les problèmes associés aux agents chimiques et biologiques, ils ne sont rien en comparaison avec les problèmes de décontamination radiologique. Bien que les isotopes finissent par se désintégrer avec le temps, leur vie se mesure en années plutôt qu'en heures ou en jours. De plus, ils se lient aux matériaux, tels que le marbre et le granite, et doivent en être retirés par des produits chimiques pour cesser d'être dangereux pour la santé. De l'avis de certains, le dispositif le plus susceptible d'être employé durant une attaque CBRN serait un dispositif de dispersion radiologique, communément appelé « bombe sale ». Ce type de dispositif serait beaucoup plus dommageable pour les bâtiments que pour la santé. Si la décontamination pouvait régler un tel problème, elle rendrait le démon CBRN moins menaçant. Robert Bettley-Smith prétend qu'une telle situation n'est pas nécessairement aussi mauvaise qu'elle le paraît. « Dans le *Radiological Handbook*, on propose divers traitements, comme l'arrosage et le grattage de la couche superficielle de sol, et il faut déterminer la meilleure façon de faire. Par exemple, les sols ne réagissent pas tous de la même façon, et il faut donc évaluer chaque situation. Il existe des méthodes assez classiques pour éliminer le gros de la

contamination. Une balayeuse de routes enlèvera 75 pour cent des dépôts de matières radiologiques et, au deuxième passage, réussira à en enlever jusqu'à 90 pour cent. Il faut vraiment examiner chaque situation et déterminer la meilleure technique à employer. Pour chaque domaine où nous avons besoin de connaissances et de nouvelles techniques, il y aura des programmes de R et D. Certaines technologies sont très prometteuses, par exemple la nanotechnologie et d'autres techniques. »

À l'heure actuelle, c'est le volet « catalogue » du GDS qui suscite le plus d'intérêt, et il n'y a aucun doute que l'industrie va se servir du téléphone arabe pour savoir qui a été accepté et qui ne l'a pas été. Cependant, quand le GDS sera bien en selle et commencera à raffiner les lignes directrices existantes, ses nouvelles lignes directrices deviendront probablement l'un des plus importants sujets de conversation en matière de décontamination. Il est à souhaiter qu'elles constitueront la pierre de rosette de la décontamination, fusionnant les connaissances militaires et scientifiques et les traduisant en un langage plus universel. Cependant, comme pour toute doctrine, il est inévitable que la première version ne sera pas parfaite et devra être améliorée avant qu'on n'obtienne une version définitive. NBCI

Le train logistique pour la décontamination devient de plus en plus petit. ©NBCI